

## **Note de Synthèse**

### **Conseil Communautaire du 07/07/2016 à 19h**

### **Salle des Fêtes à Espenel**

#### **1. Validation du compte rendu du 2 juin 2016**

### **Thématique Communication**

#### **2. Création du site Internet de la CCCPS**

Le Président explique qu'aujourd'hui la communication est un enjeu essentiel pour une organisation publique. La CCCPS, toute jeune collectivité territoriale, a d'autant plus besoin de se faire connaître et de développer son « image de marque » pour se créer sa propre identité.

C'est pourquoi la mise en place d'une identité visuelle et de supports de communication pertinents sont des éléments clés à prendre en compte dans la stratégie de l'intercommunalité.

De plus, à l'ère du numérique et de la montée en puissance de la culture d'écrans, il est nécessaire de s'adapter aux évolutions de notre société et aux nouvelles pratiques de nos concitoyens. Ceci s'applique également à la communication publique qui doit ainsi se tourner vers le web 2.0.

Après avoir investi les supports papiers, il est grand temps pour la CCCPS de franchir le cap du numérique, à commencer par le support phare et incontournable de toute organisation : le site Internet.

Depuis sa création en 2014, la CCCPS a travaillé et développé sa communication afin de répondre aux multiples enjeux de la structure :

- faire connaître cette collectivité récente : son pouvoir et ses actions sur le territoire,
- cultiver un sentiment d'appartenance et fédérer les publics autour de la Communauté de Communes,
- installer un climat favorable aux relations presse afin de développer la notoriété de l'intercommunalité.

Le site Internet est une interface complexe qui doit permettre de toucher les différentes cibles mais aussi de remplir les multiples objectifs de communication de la CCCPS. C'est un support supplémentaire qui se veut complémentaire aux outils déjà mis en place (journal intercommunal, newsletter éco, fiches pratiques, etc.) et fera rayonner l'intercommunalité à plus grande échelle.

Concernant la conception du site Internet, notre objectif est de concilier les informations institutionnelles indispensables et les actualités de l'intercommunalité. Il s'agit à la fois de répondre aux besoins des habitants, entreprises, touristes, journalistes, etc ... en leur amenant les informations rapidement mais aussi de mettre en évidence des actions ou projets afin de susciter l'intérêt des visiteurs et de les inciter à parcourir le site.

#### **Les grandes lignes :**

- un site moderne et dynamique,
- une interface d'actualités,
- du contenu court et simple,
- une vraie valeur ajoutée pour les habitants (services en ligne).

#### Quelques principes :

- double entrée : par pôle de compétence ou par rubrique,
- accès rapides : aspect très pratique,
- cartes interactives et dynamiques,
- services aux habitants et aux communes.

Le site internet a été présenté au Bureau qui a validé sa conception. Le site internet serait mis en ligne à la fin de la semaine.

Après présentation de notre prestataire, l'agence Korigan :

***Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur la conception graphique du site Internet et d'en approuver l'arborescence générale et d'autoriser le Président à signer tous les actes nécessaires à la création du site Internet.***

## **Thématique Tourisme Agriculture**

### **3. Convention Animation agricole Vallée de la Drôme 2016**

Le Président explique que l'animation agricole du PSADER de la Vallée de la Drôme est mutualisée depuis de nombreuses années.

Entre 2009 et 2014, une animation à hauteur de 1.2 ETP (0.7 ETP Biovallée + 0.5 ETP PSADER) a fait émerger 60 projets et permis la distribution de 3M d'€ de subvention.

En 2015, une convention entre la CCVD et la CCCPS a permis de répartir et de clarifier les missions entre les deux services agricoles et de financer par le PSADER du temps d'animation agricole spécifique à chaque collectivité selon la répartition suivante :

CCCPS		Mutualisé	CCVD
0.3 ETP	12j	0.8 ETP	1 ETP
<ul style="list-style-type: none"><li>repérage, animation, montage et suivi des dossiers des porteurs de projet</li><li>animation du programme Système Alimentaire sur la CCCPS</li><li>actions spécifiques CCCPS</li></ul>	Filière chanvre*	Coordination PSADER, PPT, LEADER	<ul style="list-style-type: none"><li>repérage, animation, montage et suivi des dossiers des porteurs de projet</li><li>animation du programme Système Alimentaire sur la CCVD</li><li>actions spécifiques CCVD</li></ul>

\*L'animation de la filière chanvre est financée par le PSADER via un dossier de subvention spécifique.

Pour l'année 2016, la CCVD propose de revoir cette répartition afin de limiter le temps de travail mutualisé :

CCCPS			Mutualisé	CCVD	
0.3 ETP	0.1 ETP	12j	0.5 ETP	1.3 ETP	1 ETP
<ul style="list-style-type: none"> <li>repérage, animation, montage et suivi des dossiers des porteurs de projet</li> <li>animation du programme Système Alimentaire sur la CCCPS</li> <li>actions spécifiques CCCPS</li> </ul>	PAEC suivi du volet Viticulture	Filière chanvre *	Coordination PSADER, PPT, LEADER	<ul style="list-style-type: none"> <li>repérage, animation, montage et suivi des dossiers des porteurs de projet</li> <li>coordination et animation du programme Système Alimentaire sur la CCVD</li> <li>actions spécifiques CCVD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>coordination du PAEC et suivi des volets Arbo Grandes cultures et Pasto</li> <li>Natura 2000</li> </ul>

\*L'animation de la filière chanvre est financée par le PSADER via un dossier de subvention spécifique.

Un dossier de subvention PSADER a donc été déposé au CDDRA sur la base de cette proposition.

**Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'approuver la répartition des missions et du temps de travail proposés dans la convention 2016 et la convention de partenariat avec la CCVD et d'autoriser le Président à signer tous documents administratifs et financiers nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

#### 4. Vélodrôme - Demandes de subvention

le Président explique que la Vélodrôme a fait l'objet sur le territoire de la CCCPS d'une étude de faisabilité entre 2014 et 2015 qui a permis de valider un tracé d'environ 30 km de Crest à Aurel-Vercheny, et de réaliser une première estimation du projet. Ce tracé a été validé par le conseil communautaire en juillet 2015, qui reconnaît ainsi l'intérêt pour le développement touristique et économique du territoire.

La réalisation de la maîtrise d'œuvre sur le premier tronçon de cette véloroute, de Crest à Saillans-centre, permettra le lancement des travaux courant 2017. Pour cela des demandes de financement doivent être déposées par rapport aux premiers estimatifs financiers de l'étude de faisabilité. Cette étude de faisabilité, comme tout projet d'investissement est la première étape d'un cheminement technique et financier que le Maître d'œuvre approfondira au fur et à mesure avec l'APS, l'APD etc.

Plan de financement prévisionnel :

DEPENSES (I)	Dépenses totales en € (HT)	Dépenses subventionnables en € (HT)	RECETTES	Montant éligible en €	Taux de subv° appliqué (%)	Montant en €
Maitrise d'œuvre tranche I	60 000	60 000	Région Rhône-Alpes, via CDDRA	500 000	50%	250 000
Etudes techniques complémentaires	30 000	30 000	Conseil Départemental 26	800 000	20%	160 000
Travaux tranche I	710 000	710 000	Etat via le Fond d'investissement 2017 ou TEPCV	800 000	20%	160 000
			Autofinancement			230 000
<b>TOTAL</b>		<b>800 000</b>	<b>TOTAL</b>			<b>800 000</b>

**Il est demandé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à déposer les dossiers de demande de subvention auprès de la Région, du Conseil Départemental et de l'Etat ou de TEPCV.**

## **Thématique Social**

### **5. Avenant 2016 au Contrat Enfance et Jeunesse de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, Cœur de Drôme** (pièces jointes)

Le Président explique que le Contrat Enfance et Jeunesse (CEJ) est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans, en favorisant le développement et l'amélioration de l'offre sur le territoire de la CCCPS, et en recherchant l'épanouissement et l'intégration dans la société des enfants et des jeunes, par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation des plus grands.

Un diagnostic petite enfance, enfance et jeunesse à l'échelle de la CCCPS a été réalisé en 2015, diagnostic constitué d'une présentation du territoire et du contexte local, d'une analyse de l'offre et des besoins du territoire et des enseignements liés à ce diagnostic tendant vers une nouvelle politique territoriale et donc la mise en place de nouvelles actions, ou le renforcement d'actions existantes.

Le CEJ CCCPS a été renouvelé en 2015 concernant principalement les actions de l'ancienne Communauté de Communes du Crestois, l'échéance du CEJ de l'ex-CCC étant arrivée à terme au 31 décembre 2014.

Celles des 2 CEJ restants n'arrivant pas à terme en même temps (Pays de Saillans au 31 Décembre 2015 et Commune de Crest au 31 décembre 2016), un avenant sera effectué pour chacun, soit en 2016 pour l'ex-CCPS et en 2017 pour le CEJ de Crest. Aussi, fin 2017, les 3 CEJ n'en feront plus qu'un et l'ensemble des actions anciennes et nouvelles y seront intégrées. Cette année, c'est par conséquent le CEJ de l'ex-Pays de Saillans, qui est intégré à celui de la CCCPS, qui concernait les établissements suivants :

- Le Ram des Trois Vallées à Piegros la Clastre
- Garderie Périscolaire de Saillans
- Le multi-accueil « Les P'tits Bouts » à Saillans

Ci-dessous sont présentées les actions à intégrer par avenant au CEJ CCCPS, certaines étaient déjà existantes mais ont été modifiées, d'autres rajoutées suite au travail de la commission sociale.

#### **Actions modifiées**

##### **➔ Fiche action « Garderie Périscolaire de Saillans » :**

Poursuite du fonctionnement de la garderie périscolaire par le SIVU de Saillans. Cette action étant déjà inscrite dans le CEJ ex-CCPS, le SIVU peut l'intégrer dans le CEJ CCCPS.

⇒ *Continuité de cette action sur 2016, 2017 et 2018.*

##### **➔ Fiche action « Multi-accueil Le Petit Bosquet » :**

Le multi-accueil ne sera fermé plus que 2 semaines au mois d'Août et il sera ouvert à partir de Septembre 2016, de 7h15 à 19h15 (Modification amplitude horaire).

⇒ *Nouvelle action pour 2016, 2017 et 2018.*

##### **➔ Fiche action « ALSH CCCPS » :**

Création d'une antenne de l'ALSH CCCPS sur Saillans – multi-sites, pour l'accueil des 6/11 ans pendant les vacances scolaires de 8h00 à 18h00.

⇒ *Nouvelle action pour 2016, 2017 et 2018.*

##### **➔ Fiche action « LAEP Tiss'Âges » :**

Augmentation des temps d'accueil de l'association compte tenu de la réorganisation de l'occupation de l'espace du Bosquet.

⇒ *Nouvelle action pour 2016, 2017 et 2018.*

Subventions CCCPS prévisionnelles :

- 2016 : 4 500 €
- 2017 : 4 500 €
- 2018 : 4 500 €

➔ **Fiche action « Poste de coordination CCCPS » :**

Augmentation de la prise en charge de la CAF du poste de coordination : 1,3 ETP pris en charge.

⇒ Nouvelle action pour 2016, 2017 et 2018.

Nouvelles actions

➔ **Fiche action « Accueil de Jeunes Intercommunal à Crest » :**

Création d'un accueil de jeunes sur la commune de Crest

⇒ Nouvelle action pour 2016, 2017 et 2018.

➔ **Fiche action « Accueil de Jeunes à Saillans » MJC Nini Chaize :**

Création d'un accueil de jeunes sur la commune de Saillans porté par la MJC Nini Chaize.

⇒ Nouvelle action pour 2016, 2017 et 2018.

Subventions CCCPS prévisionnelles :

- 2016 : 20 000€
- 2017 : 23 900€
- 2018 : 23 900 €

Le Président rappelle que les fiches actions ne sont en aucun des accords de subventions aux associations et que ces subventions seront accordées comme chaque année au vote du Budget

***Il est demandé au Conseil Communautaire la validation des fiches actions ci-dessus afin de permettre la continuité et la mise en place de ces nouvelles actions dans le cadre de l'avenant 2016 au CEJ CCCPS. Et d'autoriser le Président à signer l'avenant au CEJ avec la CAF et les actes afférents à cette délibération.***

## **6. Réhabilitation de l'ALSH de Ste Euphémie à Crest**

Le Président explique que dans le cadre du schéma de développement de la CCCPS et du DOB 2016, il était prévu la réhabilitation du site de l'ALSH de Ste Euphémie.

En lien avec la Commission et la Ville de Crest, les services ont avancés sur le dossier et une demande de financement dans le cadre du fonds d'investissement public 2016 auprès du CD26, de la CAF et de la MSA ont été déposées. Les négociations foncières ont également lieu.

Suivant les directives des services de l'Etat, un nouveau plan de financement doit être élaboré sur la base d'une aide à hauteur de 25 %. Le plan de financement reste prévisionnel et a été élaboré après une esquisse d'architectes. Le planning prévisionnel des travaux est basé d'une part sur la réouverture du centre au 1<sup>er</sup> juillet 2017 et sur le commencement des travaux avant fin 2016.

Le nouveau plan prévisionnel est le suivant :

Plan de financement prévisionnel				
Ressources		Date d'obtention(*)	Montant (HT)	Taux (%)
Union Européenne			€	%
Dotation de soutien à l'investissement public - 2016			102 000 €	25 %
- 1ère enveloppe				
- 2ème enveloppe				
Conseil Départemental			81 600 €	20 %
Autres financements publics	CAF		100 000 €	24.5 %
Sous-total des aides publiques			283 600 €	69.5 %
Part du demandeur		Fonds propres	124 400 €	30.5 %
		Emprunt		%
MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL)			408 000 €	100 %

**Il est demandé au Conseil Communautaire de lancer le projet, de valider le nouveau plan de financement et d'autoriser le Président à exécuter toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre du projet.**

## **7. Règlement de fonctionnement – ALSH intercommunal à Crest** (pièce jointe)

Le Président explique que le règlement de fonctionnement est la déclinaison pratique du Projet éducatif et pédagogique de la structure. Il définit les modalités d'application, rend compte du fonctionnement de l'établissement ou du service et précise les fonctions et responsabilités de chacun. Il est un élément de contractualisation entre l'établissement et la famille. Il est opposable mais peut être ajusté et aménagé au regard de la réalité des demandes des familles et du fonctionnement de la structure.

Le règlement de fonctionnement de l'ALSH intercommunal à Crest et Saillans est un document nécessaire dans le renouvellement de la convention avec la CAF et la MSA concernant les Prestations de Service ALSH

Ce document doit être remis à jour suite au changement de gestionnaire de l'ALSH ainsi que les changements de réglementation CAF et MSA afin de permettre le renouvellement de la Prestation de Service ALSH pour ce service et son bon fonctionnement.

Des modifications au document initial ont été apportées pour l'ALSH intercommunal (antenne Crest et Saillans) concernant :

- le non-refus des enfants porteurs de poux,
- le non-respect des règles de vie par un enfant de l'ALSH,
- les modalités de paiements,
- les coordonnées de chaque structure.

Spécificité concernant l'antenne de Crest :

- l'âge d'accueil des enfants : à partir de 3 ans.

Quelques spécificités pour l'antenne de Saillans :

- l'âge d'accueil : 6/11 ans,
- l'ouverture pendant les vacances scolaires,
- les repas fournis par les familles.

**Le Président propose au Conseil Communautaire d'accepter ce nouveau règlement de fonctionnement.**

#### **8. Reprise en gestion directe (régie) de la crèche les Tchoupinets** (pièce jointe)

Le Président expose les grandes difficultés rencontrées par l'association gestionnaire « les Tchoupinets » de la crèche située sur la commune d'Aouste sur Sye. Le conseil d'administration en place souhaite dissoudre l'association à la date du 31 Octobre 2016 et une assemblée extraordinaire aura lieu pour valider la date. Par contre et afin de reprendre la structure et le personnel dans de bonnes conditions, les représentants actuels de l'association resteront en poste avec la nouvelle Présidente pendant toute cette durée.

Le Président rappelle que cette structure était en gestion associative mais qu'au vu des difficultés rencontrées et de l'intérêt général il propose la reprise en régie de la structure, en reprenant dans les mêmes conditions (contrat de travail et salaires annuels) le personnel comme la Loi l'exige. Le CTP sera saisi le 3 octobre prochain pour donner son avis sur la reprise du personnel.

Le personnel sera donc intégré à l'effectif de la 3CPS. Pour cela il est nécessaire d'ouvrir les emplois au tableau des effectifs.

Le Président explique la nature des contrats actuels à la crèche d'Aouste sur Sye :

I agent	CDI	Temps plein	35h00 / sem.	I ETP	EJE
I agent	CDI	Temps plein	35h00 / sem.	I ETP	Auxiliaire Puériculture
I agent	CDI	Temps non complet	26h00 / sem.	0.74 ETP	Animatrice Petite enfance
3 agents	CDI	Temps non complet	27h00 / sem.	0.77 ETP	Auxiliaire petite enfance
I agent	CDI	Temps non complet	23h18 min / sem.	0.67 ETP	Agent entretien

Le Bureau et la Commission approuvent la reprise en régie dans les plus brefs délais. Il est proposé de reprendre le service le 1<sup>er</sup> novembre 2016. Pour faciliter la gestion transitoire et résoudre les difficultés administratives et de garde de l'association, il est proposé de mettre à disposition le service social de la CCCPS par convention et ce à titre gratuit. Cela permettra également d'organiser avec les élus associatifs et les services de la CCCPS la reprise du service

**Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur la reprise en régie de la crèche les Tchoupinets à Aouste sur Sye et ce dès après la dissolution de l'association donc le 1<sup>er</sup> novembre 2016 et d'autoriser le Président à faire toutes les démarches administratives et financières et notamment la modification du CEJ en incluant cette nouvelle action, la reprise du personnel, etc, et de signer la convention de mise à disposition du service social pendant la période transitoire.**

**Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président :**

- **à créer les postes nécessaires pour la continuité de service de la crèche halte-garderie, soit :**
  - ✓ **un poste à temps complet de la filière sociale, en catégorie B au cadre d'emplois d'Educateurs de Jeunes Enfants,**
  - ✓ **un poste à temps complet de la filière médico-sociale, en catégorie C, au cadre d'emplois d'Auxiliaires de puériculture,**
  - ✓ **un poste à temps non complet de 26h/semaine de la filière sociale, en catégorie C, au cadre d'emplois d'Agents Sociaux,**

- ✓ **trois postes à temps non complet de 27h/semaine chacun, de la filière sociale, en catégorie C, au cadre d'emploi d'Agents Sociaux,**
- ✓ **un poste à temps non complet de 24h /semaine, de la filière technique, en catégorie C, au cadre d'emploi d'Adjoint Technique,**
- **à recruter un non titulaire sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi,**
- **à préciser le grade, l'échelle, l'échelon et les indices de carrière et de rémunération dans l'acte administratif,**
- **à modifier le tableau des effectifs en incluant les postes créés ci-dessus,**
- **à signer les documents relatifs à cette décision.**

## **Thématique Administratif/ Marchés publics**

### **9. Concours d'architecte : choix de 3 candidats**

Le Président explique qu'au sens de l'article 8 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, le concours est un mode de sélection par lequel l'acheteur choisit, après mise en concurrence et avis d'un jury, un plan ou un projet, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'architecture et de l'ingénierie ou du traitement de données.

Cette démarche est obligatoire dans le cadre d'une telle mission mais au-delà de ce qu'exige la loi, un concours assure la transparence des candidatures et le recensement des compétences. Il autorise le choix entre plusieurs partis possibles. C'est un moyen mis à la disposition des maîtres d'ouvrages pour s'attacher les savoir-faire indispensables à enrichir la création architecturale et à servir la qualité des réalisations.

A ce titre, une consultation a été lancée au printemps pour sélectionner 3 architectes : à l'issue de cette consultation ce sont 38 cabinets qui ont candidatés au titre de la mission de conception/réalisation d'un centre aquatique intercommunal. L'assistant à maîtrise d'ouvrage a procédé à l'analyse technique des offres et le jury, régulièrement formé tel que prévue dans la délibération du 4 février 2016 s'est réuni en date du 28 juin 2016.

Cette note de synthèse étant achevée avant la réunion de jury, il sera proposé une présentation en séance de conseil communautaire des 3 candidats retenus.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de valider la proposition du jury de retenir les 3 candidats qui ont présentés les offres correspondant le plus aux attentes techniques de ce marché de conception réalisation, d'autoriser le Président à remettre aux candidats un dossier de consultation des concepteurs et de signer les actes afférents à cette délibération.***

### **10. Groupement de commande pour une étude relative au système d'assainissement du Crestois** (pièce jointe)

Le Président explique que les services de la police de l'eau ont remis à la CCCPS des rapports de manquement administratifs en 2015 et 2016 pour notifier les non-conformités de la station d'épuration et du réseau d'assainissement (ceux-ci forment le système d'assainissement au sens de la réglementation).

Un arrêté de juillet 2015 est venu resserrer la législation en la matière et accentue les problématiques qui concernent la STEP du Crestois et les réseaux associés (compétence communale) : il est désormais attendu la mise en place d'un diagnostic permanent du système d'assainissement d'ici à 5 ans.



Les sanctions éventuelles seraient le refus des services de l'Etat de voir les PLU des communes ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation ainsi que la baisse – voir la disparition – de la prime à l'épuration dont bénéficie la CCCPS.

Par conséquent, il est nécessaire de construire un diagnostic à l'échelle du système d'assainissement, d'élaborer un plan d'action visant à mettre en conformité tant le système de collecte que la performance de la STEP et de réaliser les actions identifiées d'ici à 5 ans.

La présente convention envisage que la CCCPS coordonne cette mission au travers de deux appuis extérieurs :

- d'une part, le recrutement d'un assistant à maîtrise d'ouvrage pour accompagner le groupement dans la rédaction d'un cahier des charges et l'analyse des offres pour l'étude à conduire,
- d'autre part, une mission à confier à un bureau d'étude pour le diagnostic, la modélisation et la mise en place d'un plan d'action du réseau d'assainissement ainsi que d'une étude pour l'agrandissement de la STEP du Crestois.

La convention précise que la charge financière de l'AMO sera répartie en parts égales entre les membres du groupement, la CCCPS se chargeant de faire les demandes de subventions potentielles (jusqu'à 50 % par l'agence de l'eau).

La convention précise en outre que l'étude sur le système d'assainissement sera décomposée en lot : chaque collectivité membre sera titulaire de son lot et en sera le maître d'ouvrage ; elle sera chargée de demander les subventions potentielles et d'acquitter les factures en direct avec le prestataire retenu.

***A cette fin, il est proposé aujourd'hui de signer une convention de groupement de commandes avec les communes/syndicats concernées pour une mission d'AMO et une étude relative au système d'assainissement et de demander les subventions auprès des partenaires potentiels et d'autoriser le Président à demander les subventions à l'agence de l'eau pour l'AMO.***

## **II. Accessibilité Personnes à Mobilité Réduite des bâtiments intercommunaux** (pièce jointe)

La loi du 11 février 2005 et les textes réglementaires qui en découlent rendent obligatoire notamment l'accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées. A ce titre, des travaux doivent être mis en œuvre par leurs propriétaires au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

La CCCPS dispose d'un patrimoine immobilier dans lequel certains bâtiments ne répondent pas à ces normes d'accessibilité ; il s'agit des vestiaires sportifs de foot et de rugby à Crest, du vestiaire de tennis à Crest, de la piscine intercommunale à Crest et des bureaux industriels et économiques (harmonie 1, 2 et espace Louis Vallon).

Aucuns travaux n'ayant été entrepris pour le 1<sup>er</sup> janvier 2015, une demande de dérogation a été formulée auprès des services de la DDT et une dérogation d'un an à compter de septembre 2015 a été validée par les services de l'Etat.

Un travail a ensuite été conduit par le CALD afin de faire un diagnostic d'accessibilité des bâtiments n'ayant pas fait l'objet d'une dérogation et permettant d'établir un agenda d'accessibilité programmé (AD'AP).

L'agenda d'accessibilité programmée est un document de programmation pluriannuelle qui précise la nature des travaux et leur coût et engage la collectivité qui le signe à réaliser les travaux dans un délai de 1 à 6 ans, éventuellement renouvelable 2 fois. Son dépôt est obligatoire en Préfecture.

La collectivité doit ensuite respecter chaque année le calendrier ainsi défini. Le diagnostic du CALD a pour objectif de permettre à la CCCPS de faire ses choix de programmation en fonction des ERP à traiter. Il est basé sur des estimatifs. Ces chiffrages seront à repréciser dans les études techniques ultérieures quand nécessaires, études à faire réaliser au fil des étapes de l'agenda d'accessibilité.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer sur l'agenda d'accessibilité programmé pour proposer en septembre ce document aux services de l'Etat.***

## **Thématique Administratif / Ressources humaines**

### **I 2. Création d'un poste d'attaché territorial / chargé de mission communication**

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;
- Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 34 relatif la création des emplois de chaque collectivité par l'organe délibérant de la collectivité ;
- Vu la loi 2007-2009 relative à la fonction publique territoriale ;
- Vu le Décret 87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des Attachés territoriaux
- Vu le tableau des effectifs de la collectivité ;

Le Président informe l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le Président explique qu'un poste de chargé(e) de communication devient nécessaire pour la collectivité. Cet emploi permettra d'améliorer la communication de la collectivité (site internet, relation avec la presse, création des supports, ...). Les missions de l'agent seront :

- site internet : reportage et articles,
- journal intercommunal (3 à 4 par an) : reportage + articles,
- plan de communication,
- communication vers les communes,
- communication interne,
- communication externe : newsletters – fiches plaquette,
- relation à la presse : communiqué de presse, point presse, veille journalistique.

Vu la validation par le Bureau de la collectivité en date du 12 mai 2016 de la création d'un poste à temps complet d'un chargé de communication en filière administrative catégorie A :

***Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président :***

- ***à créer un poste d'emploi de la filière administrative de la catégorie A au cadre d'emploi d'attaché territorial, à temps complet de 35h/semaine à compter du 1er août 2016,***
- ***à recruter un non titulaire sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi,***
- ***à préciser le grade, l'échelle, l'échelon et les indices de carrière et de rémunération dans l'acte administratif,***
- ***à signer les documents relatifs à cette décision.***

### **I3. Création d'un poste de chargé de mission SCOT**

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;
- Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 34 relatif la création des emplois de chaque collectivité par l'organe délibérant de la collectivité ;
- Vu la loi 2007-2009 relative à la fonction publique territoriale ;
- Vu le Décret 87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des Attachés territoriaux
- Vu le tableau des effectifs de la collectivité ;

Le Président informe l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Au vu de la mise en place du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur la Vallée, le Président explique qu'un poste de chargé(e) de mission est nécessaire. Il sera porté par la 3CPS pris en charge pour moitié par la CCVD et la 3CPS.

Cet emploi permettra de préparer, élaborer, animer et suivre le SCoT vallée de la Drôme – aval.

Les missions de l'agent seront :

- la préparation, l'élaboration, l'animation et le suivi du SCoT et des travaux en lien avec celui-ci,
- la coordination et suivi du travail des bureaux d'études et de l'équipe technique mutualisé et mis à disposition du syndicat : veille sur le bon déroulement des études, contrôle du respect des objectifs du SCoT, etc ...,
- l'animation et le suivi des réflexions et projets initiés dans le cadre de l'élaboration du SCoT
- l'organisation et le suivi de la concertation, l'animation des réunions avec les élus et la société civile notamment,
- les relations avec les collectivités et leur accompagnement dans leurs démarches de planification et d'urbanisme,
- la participation aux études et la formulation des avis SCoT dans le cadre de l'association/consultation des personnes publiques,
- les relations avec les élus et techniciens intercommunaux et communaux, les services de l'Etat (Préfecture, DDT, etc...) et autres partenaires notamment institutionnels (Conseil Régional, Conseil Général, chambres consulaires),
- l'animation et l'accompagnement de la commission SCoT,
- la veille législative et réglementaire en matière d'urbanisme et d'élaboration du SCoT,
- le chargé de mission SCoT travaillera en collaboration directe avec les directeurs des deux intercommunalités y compris sur les thématiques administratives et financières.

Vu la validation par le Bureau de la création d'un poste à temps complet d'un chargé de mission en catégorie A de la filière administrative ou technique :

**Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président :**

- à créer un poste d'emploi de la filière administrative de la catégorie A au cadre d'emploi d'attaché territorial, à temps complet de 35h/semaine à compter du 1er août 2016,
- à créer un poste d'emploi de la filière technique de la catégorie A au cadre d'emploi d'ingénieur territorial, à temps complet de 35h/semaine à compter du 1er août 2016,
- à recruter un non titulaire sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi,
- à fermer l'un des deux postes ci-dessus ouverts après le recrutement,
- à préciser le grade, l'échelle, l'échelon et les indices de carrière et de rémunération dans l'acte administratif,
- à signer les conventions afférentes,
- à signer les documents relatifs à cette décision.

#### **I 4. Tableau des effectifs**

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;
- Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 34 relatif la création des emplois de chaque collectivité par l'organe délibérant de la collectivité ;
- Vu la loi 2007-2009 relative à la fonction publique territoriale ;
- Vu le Décret 87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des Attachés territoriaux
- Vu le tableau des effectifs de la collectivité ;
- Vu la décision lors de ce conseil communautaire d'ouvrir les postes pour le chargé de communication et pour le chargé de mission SCoT ;

Le Président informe que, suite à la validation de création des postes pour le chargé de communication et pour le chargé de mission SCoT et la reprise en régie de la Crèche à Aouste sur Sye.

Filière	Catégorie	Cadres d'emplois	Grades	Proposition au CC du 07/07/2016	Temps de travail
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché principal	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché principal	1	Non complet 15%
Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché	2	Temps complet
Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché contractuel	7	Temps complet
Administrative	B	Rédacteur Territorial	Rédacteur	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2ème classe	3	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	3	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 2ème classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint Administratif 2ème classe contractuel	1	30h
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint Administratif 2ème classe contractuel	1	Temps complet
TOTAL DE LA FILIERE ADMINISTRATIVE :				23	

Technique	A	Ingénieur	Ingénieur, Ingénieur Principal, ou Ingénieur en chef classe normal	1	Temps complet
Technique	A	Ingénieur	Ingénieur	1	Temps complet
Technique	B	Technicien	Technicien principal 1 <sup>ère</sup> classe	2	Temps complet
Technique	C	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2 <sup>e</sup> classe	2	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 1 <sup>ère</sup> classe	2	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe	7	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe stagiaire	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe contractuel	1	27h30
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint Technique 2 <sup>e</sup> classe	1	23h18
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe	1	6h00
TOTAL DE LA FILIERE TECHNIQUE :				20	
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	1	28h
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	1	Temps complet
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	1	17h30
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	1	Temps complet
Sociale	C	Agent sociaux	Agents sociaux 1 <sup>e</sup> classe	2	Temps complet
Sociale	C	Agent sociaux	Agents sociaux 2 <sup>e</sup> classe	4	Temps complet
Sociale	C	Agent sociaux	Agents sociaux 2 <sup>e</sup> classe contractuel	1	Temps complet
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2 <sup>e</sup> classe	2	32h
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2 <sup>e</sup> classe contractuel	2	30h
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2 <sup>e</sup> classe	1	26h
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2 <sup>e</sup> classe	3	27h
TOTAL DE LA FILIERE SOCIAL :				19	
Médico-Social	A	Infirmier en soins généraux	Infirmière contractuelle	1	10h00
Médico-social	C	Auxiliaire de puériculture territorial	Auxiliaire de puériculture Principal 2 <sup>e</sup> me classe	1	30h00
Médico-social	C	Auxiliaire de puériculture territorial	Auxiliaire de puériculture contractuel	1	Temps complet
Médico-social	C	Auxiliaire de puériculture territorial	Auxiliaire de puériculture contractuel	1	Temps complet
TOTAL DE LA FILIERE MEDICO-SOCIAL :				4	
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2 <sup>e</sup> classe vacant	1	22h75
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2 <sup>e</sup> classe vacant	1	20h00
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2 <sup>e</sup> classe vacant	1	15h50 -
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2 <sup>e</sup> classe vacant	1	11h50
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2 <sup>e</sup> classe vacant	1	11h00
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2 <sup>e</sup> classe vacant	1	10h00
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2 <sup>e</sup> classe	1	Temps complet
TOTAL DE LA FILIERE ANIMATION :				7	
Sportive	A	Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS)	Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives	1	Temps complet
TOTAL DE LA FILIERE SPORTIVE :				1	

TOTAL EFFECTIF :	74
------------------	----

## **Thématique Administratif / Finances publiques**

### **I 5. Délibération budgétaire modificative BP CCCPS DM N°7** (pièce jointe)

#### **Correction à la participation du Sytrad pour l'année 2016 :**

Les membres de la Commission Finances se sont réunis le 27/04/16 et ont acté la mise en application de la grille tarifaire votée lors du Comité Syndical du 03/02/2016 pour le calcul de notre participation 2016. Le SYTRAD ayant augmenté ces tarifs.

#### **FONCTIONNEMENTS** – virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement)	: -	5 600.00 €
Dépenses – 65548 autres contributions obligatoires	: +	5 600.00 €

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur la délibération modificative n°7 au budget général de la CCCPS due à l'augmentation des tarifs du SYTRAD.***

### **I 6. Délibération budgétaire modificative BP 3CPS DM N°8** (pièce jointe)

#### **Subvention d'investissement 2016 – Pôle Social :**

Suite aux demandes de subvention auprès de la CAF et de la MSA, il est nécessaire de régulariser certaines écritures inscrites au fonctionnement et non en investissement.

#### **FONCTIONNEMENTS** – virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues (investissement)	: -	2 708.00 €
Dépenses – 2188 autres immobilisations incorporelles	: +	14 952.00 €
Recettes – 10222 FCTVA	: +	2 452.00 €
Recettes – 1328 Subvention CAF	: +	7 300 .00 €
Recettes – 1328 Subvention MSA	: +	2 492 .00 €

<b>Total investissement DEPENSES</b>	<b>: +</b>	<b>12 244.00 €</b>
<b>Total investissement RECETTES</b>	<b>: +</b>	<b>12 244.00 €</b>

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur la délibération modificative n°8 au budget général de la CCCPS.***

### **I 7. Délibération budgétaire modificative BIE DM N°2** (pièce jointe)

#### **Correction de l'affectation de résultat :**

Conformité entre le CA 2015 et le BP 2016 la reprise du résultat doit être reportée sur le BP2016 aux centimes prêts et non arrondis.

#### **FONCTIONNEMENTS** – augmentation de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement)	: +	2.69 €
Recettes – 002 résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	: +	2.69 €

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur la délibération modificative n°2 au budget BIE.***